

le catalyseur



ÉDITORIAL

Lors de l'Assemblée Générale de l'UIC Ile-de-France, vous m'avez confié le soin de représenter et défendre les intérêts des industries chimiques franciliennes.

Je tiens à vous remercier très chaleureusement pour cette marque de confiance et à vous assurer de mon engagement déterminé au service de l'ensemble des entreprises de notre Profession dans un contexte économique difficile, avec des enjeux sociaux, environnementaux ou encore réglementaires de plus en plus nombreux et contraignants.

Je vais veiller, dans le prolongement des actions engagées par Guy de Gaulmyn qui a porté haut les couleurs de la Chimie sous sa présidence, à ce que vous trouviez en toutes circonstances auprès de l'UIC Ile-de-France, réactivité et support.

Grâce à mon expérience de dirigeant opérationnel d'une ETI, je souhaite aussi, par des actions ciblées et bien identifiées, que nous fassions mieux connaître auprès des décideurs de la région, nos attentes et contraintes pour assurer la prospérité de notre industrie. Je compte m'appuyer sur les travaux réalisés au sein des groupes de réflexions, comme par exemple les premiers enseignements issus des échanges au sein du Club PME/ETI des UIC Ile-de-France et Centre, qui sont riches d'enseignement sur les défis à relever.

Je veux aussi favoriser les synergies avec nos collègues d'autres régions, dans le cadre des politiques définies par notre fédération, l'UIC, afin que la voix des industries chimiques soit mieux entendue en France et en Europe dont les soubresauts ne doivent pas entamer notre capacité d'innovation, clé de voute du développement durable.

De l'anticipation, de la communication, des réponses adaptées, tel est l'objectif prioritaire de l'UIC Ile-de-France pour 2012.

Daniel Weizmann
Président de l'UIC Ile-de-France

Le RAID, des solutions !

Amaury de Hauteclocque - Contrôleur Général, Chef du RAID et du DCI-IT

Le terrorisme représente l'une des atteintes les plus graves à la démocratie et à l'Etat de droit. Il constitue une violation inacceptable des valeurs universelles de liberté, d'égalité, de respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Plusieurs Etats européens ont été les cibles d'actes meurtriers au cours de ces dernières années (attentats de Madrid, Londres et Oslo).

La France demeure exposée, comme en témoignent les actes dramatiques et barbares commis à Montauban et Toulouse par Mohamed Mehra, individu neutralisé par le RAID.

Le niveau de menace requiert plus que jamais notre détermination à lutter contre toutes les formes de terrorisme. De par son impact psychologique et sa capacité létale potentielle, le terrorisme Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique (NRBC) constitue l'une des menaces les plus redoutables auxquelles nous devons nous préparer.

La capacité de nuisance des mouvements terroristes dépend

en partie des moyens de destruction auxquels ils peuvent avoir accès. Cela impose la plus grande vigilance de tous et notamment des acteurs de l'industrie chimique.

En effet, dans ce domaine, de nombreux produits peuvent entrer dans la composition d'engins explosifs, comme l'illustrent les actes commis par Behring Breivik en Norvège à l'aide d'engrais chimiques.

La sécurité et la sûreté doivent être au cœur des préoccupations des responsables d'industries chimiques et toutes les mesures doivent être prises pour prévenir et faire face à des actions malveillantes : intrusions, vols, détournements, sabotages...

Le RAID (Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion) est l'unité de la police nationale compétente pour faire face à des crises majeures. A ses côtés, le Détachement Central Interministériel d'Intervention Technique (DCI-IT), placé sous le commandement du chef du RAID, est une unité opérationnelle à compétence nationale

chargée de la prévention et de l'intervention en cas d'événement NRBC.

**« La sécurité
et la sûreté
au cœur des
préoccupations »**

Ces services de haut niveau possèdent une expertise dans le domaine de la protection des sites sensibles et interviennent régulièrement aux profits des acteurs publics ou privés : opérateurs du secteur nucléaire, établissements pénitenciers... Par des actions pragmatiques, le RAID apporte des solutions aux professionnels : conseils en prévention situationnelle, audits (évaluation des moyens anti intrusion...), sensibilisations aux modes opératoires, formation du personnel...

Face à la menace criminelle et terroriste, il est impérieux que les acteurs économiques de notre pays renforcent leur capacité à protéger leurs installations sensibles ; il en va de notre responsabilité et de notre sécurité.

TRANSAID en Ile-de-France : « notre responsabilité sociétale »

L'usine SARP Industries de Limay, centre classé SEVESO seuil Haut, traitant près de 250 000 tonnes de déchets spéciaux au travers de quatre technologies différentes : neutralisation physico-chimique, dégradation biologique, incinération et stabilisation.

A ces unités de traitement sont adossées une petite flotte de véhicules de pompage et de transport ainsi qu'une équipe de chimistes.

En toute sécurité

Cette organisation confère à notre établissement une très grande souplesse dans l'acceptation de déchets de natures très variées en toute sécurité. Cet état de fait implique que l'usine est spécifiquement concernée par le service aux entreprises dans leurs pro-



blématiques de la gestion de leurs produits dangereux.

Ce service est habituellement assuré lorsque ces derniers sont devenus déchets à l'occasion de procédés industriels classiques ou encore lors d'incidents tels que des déversements dans les rétentions par exemple.

Répondre aux sollicitations

La réactivité et le sens du service de notre établissement ont déjà été reconnues dans le département des Yvelines par les autorités locales.

Nos équipes s'organisent afin de répondre au mieux aux sollicitations des services de la protection civile, par trois fois en 2011, lors de certaines de leurs interventions sur des produits particulièrement réactifs ou présentant des problèmes d'impacts environnementaux ou humain.

Une mission dans notre vocation

Aussi c'est tout naturellement que j'ai répondu favorablement à la sollicitation de l'UIC Ile-de-

France pour compléter le réseau TRANSAID sur le territoire de l'Ile-de-France, laissé vacant depuis 22 ans.

En effet, cette mission s'intègre dans notre vocation d'accompagner les industries chimiques dans la protection de l'environnement et la sécurité de tous : notre responsabilité sociétale.

Elle permet également de partager le savoir-faire particulier des équipes de l'usine, car la gestion de la sécurité d'un déchet nécessite bien plus que la connaissance du contenu de la FDS du produit majoritaire.

J'attends de cet engagement qu'elle apporte à mes équipes de nouvelles expériences riches en diversité notamment sur la base des exercices de coordination avec les services de la protection civile tout en les maintenant à un niveau de vigilance favorable à l'atteinte d'un standard de sécurité supérieur sur nos installations

Philippe Perrodin
Directeur de l'usine SARP Industries de Limay

Abonnez vous
au Catalyseur en ligne
sur le site www.uic-idf.fr

TMD : un enjeu majeur

Les accidents de Transport de Matières Dangereuses (TMD) sont proportionnellement moins fréquents que les accidents de marchandises non dangereuses car les chauffeurs sont mieux formés et plus sensibilisés, le facteur humain étant la principale source d'accident.

Dans leur très grande majorité, les matières dangereuses transportées ne sont pas à l'origine des accidents de TMD dans lesquels elles sont impliquées.

Cependant, un accident de matière dangereuse n'est pas un accident comme les autres. Il nécessite pour les Sapeurs Pompiers une attention particulière, un savoir-faire et une connaissance des produits impliqués.

En France, 75 %* des matières dangereuses sont transportées par route.

En 2011**, nous avons enregistré 122 accidents de TMD en France et 12 en Ile-de-France. Région qui représente moins de 1,8 % de la superficie du territoire mais où la densité de population et d'activités économiques est la plus forte. La question du TMD est donc un enjeu majeur pour notre Région, tant pour les transports des matières premières et produits finis que pour le transport du carburant des véhicules des franciliens.

Sur ces 12 accidents enregistrés dans la Région, 8 ont causé au moins 1 mort ou 1 blessé, 10 des pertes financières liées aux dégâts et aux pertes d'exploitation, 3 ont eu des conséquences sur l'environnement et 2 ont entraîné l'évacuation ou le confinement de tiers.

Contact : c.gosselin@uic-idf.fr

* Source UIC

** Source BARPI

« Le protocole TRANSAID permet aux services de secours de disposer d'une aide technique non négligeable. Les conseils prodigués sont pour le Commandant des opérations de secours des outils d'aide à la décision permettant de faire les choix tactiques les plus appropriés. »

Le réseau TRANSAID est aussi un très bon moyen d'obtenir la participation matérielle des meilleurs spécialistes en fonction de l'évènement et de la nature des produits »

Commandant Denis Wilmotte

Les forfaits jours dans la chimie

Le 31 janvier 2012, la Cour de cassation a jugé⁽¹⁾ que l'article 12 de l'accord de branche Chimie du 2 février 1999 n'était pas conforme au droit européen. Elle a donc annulé les dispositions de l'accord d'entreprise qui le visait pour instituer les forfaits jours.

Pour parvenir à cette solution, les juges ont fait preuve d'une agilité qui force l'admiration, car l'article 12 de l'accord précité n'était plus en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1999, date à laquelle il avait été annulé par voie judiciaire...Ce dont les entreprises de la branche avaient été informées par circulaire⁽²⁾.

En réalité, la Cour de cassation a voulu illustrer sa nouvelle jurisprudence sur les forfaits jours qui résulte d'un arrêt du 29 juin 2011. Cette décision, qui définit les conditions de validité des accords d'entreprise instituant les forfaits jours,

oblige à une relecture attentive des accords d'entreprise en vigueur.

Les exigences de la Cour Suprême

Les forfaits jour ne peuvent être mis en place dans l'entreprise qu'à la double condition de l'existence d'un accord collectif (au niveau de la branche ou de l'entreprise) et d'un accord individuel du salarié concerné. L'arrêt du 29 juin 2011 a exigé que les accords collectifs prévoient des dispositifs concrets de contrôle du temps et de la charge de travail. Ainsi et, a minima, les accords doivent prévoir un entretien annuel (faisant l'objet d'un procès-verbal écrit), dont l'objet est d'évaluer avec le salarié sa charge de travail, l'articulation de la vie familiale et professionnelle et les durées maximales de travail (repos obligatoire entre deux journées de travail -11 heures et repos hebdomadaire). Ces dispositifs doivent être en outre renfor-

cés lorsque l'entreprise procède au rachat de jours de repos et que la durée annuelle du travail est donc augmentée.

Auditez vos accords

Les entreprises de la Chimie ont donc tout intérêt à auditer leur accord au regard de ces nouvelles règles. Le cas échéant, elles devront négocier et inscrire dans les accords d'entreprise les mesures concrètes d'évaluation de la charge de travail évoquées par la jurisprudence. Ces mesures devront être adaptées à l'entreprise, son activité, la durée effective du travail.

Les entreprises qui ne disposent pas de délégué syndical pour négocier un accord d'entreprise ont la faculté de conclure un tel accord avec les autres institutions représentatives du personnel (délégués du personnel, comité d'entreprise) dans les conditions posées par les articles L 2232-21 et suivants du

code du travail. Celles-ci impliquent notamment l'approbation de l'accord par la commission paritaire de branche.

«Toute convention de forfait en jours doit être prévue par un accord collectif dont les stipulations assurent la garantie du respect des durées maximales de travail ainsi que des repos, journaliers et hebdomadaires.»

Cass. Soc. 29 juin 2011 (n° 09-71107)

Les risques à défaut de mise en conformité sont importants :

- rappel d'heures supplémentaires,
- risque de travail dissimulé,
- voire la faute inexcusable dans l'hypothèse d'un accident du travail lié à une surcharge de travail...

**Franck Verdun, Avocat à la cour
VERDUN-VERNIOLE Avocats**

⁽¹⁾ Cass.soc, 31 janvier 2012, n° 10-19807

⁽²⁾ Circ. sociale UIC.SA1.973 8 décembre 1999

APPRENTISSAGE

Combinons nos pratiques

La formation par l'alternance et plus particulièrement l'apprentissage continue à progresser en France dans tous les secteurs d'activité.

Le nombre d'apprentis est passé en 20 ans de 230 000 à 600 000 aujourd'hui avec des niveaux évoluant vers le haut : 6 % d'apprentis de niveau BAC et au-delà en 1990 contre près de 60 % aujourd'hui. De nombreux masters Pro et licences Pro sont proposés et en particulier dans les domaines scientifiques

Copier le modèle allemand ?

Malgré ces résultats, nous sommes loin de l'Allemagne qui compte 1,6 million de jeunes dans les filières apprentissage (système dual) plébiscitées par les entreprises, les jeunes et leurs familles. D'autres pays en Europe pratiquent l'apprentissage, mais à part

le Danemark, dans la plupart des pays, l'apprentissage est utilisé comme une voie de recours en cas d'échec scolaire ou vise plus particulièrement les formations de bas niveau.

Faut-il chercher à copier le modèle allemand ? 5 % de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans en Allemagne contre plus de 20 % en France, ce seul critère, pourrait nous tenter de répondre par l'affirmative. La question n'est pas si simple, l'apprentissage en Allemagne est historiquement ancré dans les mentalités, la culture et la relation des allemands vis-à-vis de leurs entreprises, pilotes de la démarche, est très différente de la nôtre. Le pragmatisme l'emporte sur toute autre considération.

A l'inverse en France, la prééminence de la conceptualisation reste une règle dans notre système éducatif et repousse le moment du choix d'orientation.

Nos points forts !

Est-il besoin d'essayer de reproduire le système de nos voisins sachant que nous avons des points forts qui doivent nous rendre optimistes :

- le nombre d'apprentis continue à progresser ;
- une forte incitation des pouvoirs publics à la modalité apprentissage depuis 15 ans ;
- une diversification des formations notamment vers les niveaux licence, master et ingénieur ;
- une image évoluant de façon positive ;
- une demande croissante des entreprises pour accueillir des apprentis ;
- un taux d'intégration vers l'emploi très important.

Alors pourquoi ne pas essayer de profiter du meilleur des deux systèmes ? Une initiative intéressante a été mise en place entre la région

Alsace et celle du Bad-Wurtemberg pour proposer de l'apprentissage transfrontalier. Cette initiative consiste à permettre à des apprentis inscrits dans une formation supérieure en Alsace ou dans le Bad-Wurtemberg de réaliser, sous contrat d'apprentissage, la partie pratique de leur formation dans une entreprise implantée dans le pays voisin.

L'AFI 24, (Centre de Formation par l'Apprentissage dans les domaines scientifiques et CFA de référence pour l'UIC) s'appuyant sur ses collaborations avec des entreprises internationales s'inscrit dans cette démarche pour former des jeunes confrontés à des expériences et des cultures différentes et ainsi rapprocher les différents systèmes d'alternance. La construction de l'Europe se fera aussi avec ce type d'échanges

**Gérard Roussel
Président du Village de la Chimie,
Président de l'AFI 24**

Prévention des pollutions accidentelles

L'association AFINEGE a réalisé plus de 130 visites d'entreprises dans le cadre du projet PRERI (prévention des pollutions accidentelles en Seine) depuis sa création en 2009 par les producteurs d'eau de Paris et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN).

Les visites sont effectuées au sein d'entreprises d'activités diverses situées dans le périmètre du projet (94, 91, 77). Les industriels rencontrés bénéficient d'un rapport de visite confidentiel rassemblant des préconisations d'actions adaptées à la prévention des pollutions accidentelles.

Bilan de la sensibilisation dans les industries

La participation à l'action PRERI est l'occasion pour les industriels de développer des thématiques à approfondir telles que le prétraitement, la consommation d'eau, la réglementation...

Le projet contribue également à la prise de conscience des industriels qu'une pollution provenant de leur site peut impacter les rivières, et de ce fait, perturber la production d'eau potable.

La présentation des aides financières de l'AESN lors des visites constitue un levier financier pour les entreprises qui souhaitent

améliorer leur prévention (15 % des entreprises visitées ont ainsi engagé une démarche auprès de l'AESN).

Exploitation des résultats des visites

Des bilans sont établis à partir des visites PRERI afin d'obtenir un état des lieux relatif à la gestion des produits chimiques et à la prévention des pollutions au sein des entreprises. Sur le plan réglementaire, on note que les sites soumis à déclaration au regard de la réglementation des installations classées et les sites non soumis à cette réglementation sont majoritairement ceux où le risque de pollution accidentelle est le moins bien pris en compte.

L'état des lieux met également en évidence l'absence d'auto-régulation de déversement dans 64 % des entreprises qui devraient en posséder une.

Sur le plan géographique, on note une corrélation entre les sites à risques et les zones industrielles du territoire où l'activité industrielle est la plus abondante.

L'état des lieux PRERI permet également d'identifier des activités à risque pour la production d'eau potable.

Sous l'impulsion des producteurs d'eau et l'AESN, des fiches PRERI rassemblant les bonnes pratiques, les obligations réglementaires ainsi que les aides de l'AESN et les numéros d'urgence à contacter ont été créées en fonction des spécificités de chacune de ces activités. Elles sont distribuées aux entreprises visitées.

Brèves

Club des entrepreneurs PME/ETI

La prochaine réunion du club des entrepreneurs PME/ETI des UIC Ile-de-France et Centre aura lieu le 18 octobre 2012 à 17 heures au Diamant A, 14 rue de la République, 92800 Puteaux.

Interviendront Martine Fernex et Alban Marche, chargés du développement économique et de l'industrie aux Conseils Régionaux de l'Ile-de-France et Centre.

Nous invitons tous ceux qui souhaitent rejoindre ce club à contacter Myriam Rouet-Meunier uic.centre@wanadoo.fr ou Gilles le Maire g.le.maire@uic-idf.fr

Recruter sur des métiers en tension : la POE

La Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) est un dispositif répondant aux besoins en recrutement des entreprises sur des métiers en tension par la formation de demandeurs d'emplois positionnés sur des postes requérant nécessairement une qualification supplémentaire.

Les demandeurs d'emploi restent rémunérés pendant le temps consacré à la formation par Pôle emploi et ont dès lors le statut de stagiaires de la formation professionnelle. Les coûts pédagogiques sont financés par l'OPCA DEFI avec une prise en charge spécifique par le FPSPP. Pour en savoir plus, contactez Philippe Megneaud p.megneaud@opcadefi.fr

CTE : rendez-vous le 27 septembre 2012 !

Parce qu'il est parfois difficile de s'y retrouver dans cette réglementation qui évolue sans cesse, le Département SSE vous propose de participer à la prochaine Commission Technique d'Echanges (CTE) qui sera l'occasion

de discuter ensemble des textes réglementaires récents qui impactent ou impacteront très prochainement vos établissements.

Des règlements CLP et REACH, au plan de modernisation en passant par la campagne RSDE 2, les garanties financières, les PPRT, l'évolution des rubriques ICPE ou encore les nanomatériaux, nous tâcherons de faire un point sur toutes les thématiques Santé Sécurité Environnement lors de cette CTE du 27 septembre 2012. Inscrivez-vous sur notre site internet : www.uic-idf.fr rubrique agenda.

Formation CCNIC: Calendrier 2^{ème} semestre

L'UIC Ile-de-France et son département social et relations humaines animeront à l'intention des entreprises de la Profession son stage « la CCNIC, ses spécificités » (coût 400 € HT) :

- 10 juillet 2012 à Saint Quentin (Picardie-Champagne Ardenne)
- 18 septembre 2012 à Saint Quentin (Picardie-Champagne Ardenne)
- 23 octobre 2012 à Rennes (Ouest Atlantique)
- 4 décembre 2012 à La Rochelle (Poitou-Charentes Maritime)

Pour toute inscription, contactez Laurence Chevrel de RESO info@reso-industries.fr

Village de la Chimie 10^e édition : 15 et 16 février 2013

A l'occasion de la 10^e édition du Village de la Chimie, nous devons faire de ce rendez-vous annuel, un événement exceptionnel.

Pendant les 9 années écoulées, la Profession a porté, avec succès, cette manifestation, à l'intention des jeunes toujours plus nombreux.

Le 15 et 16 février 2013 avec votre concours indispensable, nous conforterons le dynamisme de notre industrie. Réservez, dès à présent, votre stand et contactez Gilles le Maire g.le.maire@uic-idf.fr